

M. Murray W. Dorin (Edmonton-Nord-Ouest): Madame la Présidente, je suis heureux de pouvoir prendre la parole aujourd'hui au sujet de cet important projet de loi.

Comme mes collègues le savent, le projet de loi C-11 autorise le gouvernement à emprunter 25,5 milliards de dollars pour pouvoir s'acquitter de ses obligations durant l'année qui vient. C'est une somme effarante. La plupart des Canadiens et peut-être même des députés arrivent difficilement à concevoir une telle somme parce qu'elle n'a aucune commune mesure avec leurs dépenses de tous les jours.

Or, lorsque nous examinons les besoins du gouvernement en matière d'emprunt, nous devons tenir compte de la situation financière du pays et des compressions budgétaires requises pour comprendre pourquoi nous avons besoin de ces fonds.

Quelles sont les solutions de rechange? Les partis de l'opposition ne nous ont guère aidés à en trouver, bien qu'ils aient critiqué cette mesure. Les gens doivent comprendre ce que nous faisons pour régler le problème afin que, d'ici trois ou quatre ans, nous n'ayons pas à présenter un autre projet de loi sur le projet d'emprunt comme celui-ci après le dépôt du budget fédéral.

Nous, de ce côté-ci de la Chambre, ne sommes pas prêts à faire fi de la position financière du gouvernement et à traiter le problème comme s'il n'existait pas. En examinant les dépenses du gouvernement, notamment dans deux ou trois grands secteurs, nous voyons très bien pourquoi nous devons emprunter davantage et prendre certaines mesures fiscales.

Les pensions de vieillesse, qui coûtent 15 milliards de dollars par an, constituent le poste budgétaire le plus important du gouvernement.

Comme ces pensions sont indexées, leur coût augmente chaque année en proportion du taux d'inflation, qui est actuellement de 4 p. 100. Nous avons donc une hausse d'environ 4 p. 100 dont la seule cause est l'inflation.

Par ailleurs, la population vieillit. De plus en plus de Canadiens atteignent l'âge de 65 ans et ont droit à ces pensions.

L'inflation et le vieillissement de la population obligeront le gouvernement à trouver 1,5 milliard de plus cette année pour maintenir le programme actuel sans l'améliorer.

Pouvoir d'emprunt—Loi

Examinons un cas semblable, soit les paiements de transfert aux provinces, que celles-ci affectent à des secteurs comme les soins de santé et l'éducation. Ces sommes sont indexées ou calculées suivant une formule qui prévoit une augmentation annuelle supérieure au taux d'inflation.

Il y a un troisième élément qui entre en ligne de compte, les intérêts que le gouvernement fédéral payera sur la dette. Je reviendrai là-dessus plus tard. On estime que ces intérêts augmenteront de 6,5 milliards de dollars cette année. Rien que pour rester où nous en sommes et maintenir la situation financière du gouvernement, nous devons trouver 9 milliards de dollars de plus, à cause des changements qui se sont produits à ces postes, ce qui signifie que la politique gouvernementale ne changera pas du tout, qu'il n'y aura pas de croissance ni d'augmentations. En vous donnant tous ces détails, je veux tout simplement vous montrer ce que nous devons faire si nous voulons maintenir les pensions de vieillesse, ainsi que l'aide pour les soins de santé et l'enseignement, services que la plupart des Canadiens jugent élémentaires.

Où allons-nous trouver ces 9 milliards de dollars et les sommes supplémentaires dont nous pourrions avoir besoin pour répondre aux autres demandes? Nous avons trois possibilités. Nous pouvons sabrer dans d'autres programmes, nous pouvons augmenter les impôts et les taxes et nous pouvons emprunter davantage pour financer les dépenses du gouvernement.

Le budget actuel fait appel à ces trois solutions. Je ne vais pas faire semblant de croire que ce sont des mesures très appréciées. Je ne dirai même pas que je suis particulièrement enchanté. Cela m'embarrasse de dire que nous emprunterons 25 milliards de dollars pour permettre au gouvernement de continuer à fonctionner. Je trouve incroyable que les partis de l'opposition ne veuillent pas admettre cette situation et proposer des solutions plus constructives qu'ils ne le font.

Nous, les gouvernementaux, nous sommes prêts à prendre les mesures nécessaires, même si certaines risquent d'être peu prisées. J'ai entendu dire que l'on a mis des enseignes sur la porte du ministère des Finances. Côté entrée, l'enseigne dit: «Watch Your Step.» Côté sortie, elle dit: «Watch Your Language.» Certains d'entre nous devront peut-être mettre une enseigne semblable au-dessus de leur porte, car je m'attends à ce que nous fassions l'objet de critiques considérables au cours des